



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION,
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

Service des collectivités locales
et des politiques publiques

Bureau du pilotage des politiques publiques

RECUEIL
19 MAI 2011
AEP
Illood (S2)

03372X0030
31

ARRETE N° 1362 DU 20 AVRIL 2011

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection des captages des sources 1 et 2 de Corrupt,
exploitées par la commune d'ILLOUD**

Le Préfet de la Haute-Marne

**Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux
articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de
demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-
6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération de la commune d'ILLOUD en date du 21 mai 1997 adoptant le projet, créant les ressources
nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements indispensables en vue de la
déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU les rapports en date du mois de décembre 2007 de M. CAUDRON, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1260 du 19 mars 2010 prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire préalables à la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 12 mai 2010 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques en date du 8 mars 2011 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- les prélèvements effectués par la commune d'ILLOUD ;
- la dérivation des eaux des sources 1 et 2 de Corrupt sises sur la commune d'ILLOUD ;
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour des sources 1 et 2 de Corrupt;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux. La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS HAUTE-MARNE (ou les services compétents en matière de contrôle).

II – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 – SITUATION

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux par les ouvrages suivants :

- source 1 de Corrupt (code BRGM – BSS 03372X0031),
- source 2 de Corrupt (code BRGM – BSS 03372X0030).

ARTICLE 3 – DEBITS DE PRELEVEMENT

Le prélèvement est limité à 72 m³/jour pour les deux sources.

ARTICLE 4 – MESURES DE DEBIT

La collectivité installera les compteurs et appareils nécessaires au contrôle du respect des prescriptions ci-dessus et tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS

La commune d'ILLOUD ne dispose pas d'une connexion de secours.

ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS

La collectivité devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

III – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 7 – DEFINITION

Il sera établi autour des points de prélèvement un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée en application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé et aux plans et états parcellaires joints.

ARTICLE 8 – DELAIS DES TRAVAUX A REALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- sans aucun délai en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Les périmètres de protection immédiate des sources seront entourés par une clôture de 2 m de haut munie d'un portail fermant à clef.

Les travaux à effectuer sont listés aux articles 10-1 Périmètre de protection immédiate, 10-2 Périmètre de protection rapprochée et 13 Traitement, surveillance, entretien et contrôles sanitaires de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 – CESSIBILITE DES TERRAINS DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

La commune est propriétaire des terrains constituant le périmètre de protection immédiate des sources 1 et 2 de Corrupt (parcelle n° 41, section ZD), implantées sur la commune d'ILLOUD.

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus draconiennes seront à prendre en compte.

Les différentes activités au sol sont extraites du rapport de l'hydrogéologue agréé et sont jointes au présent arrêté préfectoral :

- « annexe I - Différentes activités ou occupation du sol ou dans le sous-sol »,
- « annexe II - Dispositions spécifiques à la présence du captage »,
- « annexe III - Dispositions de la réglementation générale et dispositions particulières applicables à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ».

Observations particulières sur les réglementations énumérées en annexe III :

Pour toute nouvelle activité soumise à autorisation, une notice d'impact sur les eaux souterraines devra être fournie.

Dispositions spécifiques à la présence des captages :

- Laisser les bois existants en place : pas de coupe à blanc,
- Limiter les doses d'engrais sur les cultures (cultures dérobées pièges à nitrates après les récoltes d'été),
- Eviter le ravinement des terres dans la Combe Renard,
- Ne pas créer de nouvelles voies forestières,
- Parc éolien : fondations hors d'eau, les sondages de reconnaissance seront bouchés uniquement avec du béton sans additifs chimiques ou organiques.

ARTICLE 10-1 PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE

A l'intérieur de ces périmètres sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc).

Sources 1 et 2 de Corrupt : chaque source de Corrupt aura son propre périmètre de protection immédiate mesurant 10 m X 10 m.

Une clôture de 2 m de haut munie d'un portail fermant à clef entourera cette aire de 10 m sur 10 m et sera centrée autour de chacun des deux captages.

La surface intérieure ainsi délimitée sera régulièrement entretenue par fauchage ou débroussaillage saisonnier. Aucun épandage d'engrais ou de produits phytosanitaires n'y est autorisé.

Les arbres existants à moins de 10 m des captages seront abattus.

Les margelles des puits seront nettoyées et dégagées de la végétation périphérique.

Les joints des capots Foug seront remplacés.

Un clapet antiretour sera installé aux trop-pleins.

Les fondations du mur gauche et du radier d'accès au réservoir seront confortées.

Un compteur avant la station de pompage et un second après le surpresseur de refoulement vers la Fortelle seront installés.

ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE

Le chemin d'accès dit « de la côte de Mandres » sera réaménagé.

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant en annexes au présent arrêté :

- « annexe I - Différentes activités ou occupation du sol ou dans le sous-sol »,
- « annexe II - Dispositions spécifiques à la présence du captage »,
- « annexe III - Dispositions de la réglementation générale et dispositions particulières applicables à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ».

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents.

Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

ARTICLE 11 – ACTIVITES EXISTANTES

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 12 – SITUATION

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN ET CONTROLES SANITAIRES DE LA QUALITE DE L'EAU

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles devront subir un traitement efficace et adapté avant distribution. A cet effet, la commune d'ILLOUD procédera à la mise en place d'un système de stérilisation automatique et permanent des eaux. Ce dispositif de traitement et son fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrates sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

ARTICLE 14 – ACCESSIBILITE

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (DTD ARS, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage (travaux, aménagement, mode d'utilisation de l'installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 17 – ABANDON DE L'OUVRAGE

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l'art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d'une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du Décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

V – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITE

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie d'ILLOUD pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune d'ILLOUD ;
- notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par les soins du maire, à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L'ARRETE

Les dispositions prévues au présent arrêté et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l'objet d'une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d'établissement des périmètres de protection.

ARTICLE 21 – DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les sources d'ILLOUD restent utilisées pour la production d'eau de la collectivité.

ARTICLE 22 – RECEPISSE DE DECLARATION

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.

ARTICLE 23 – DELAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 24 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne et le Maire d'ILLOUD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières,
- au Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé (DTD ARS),
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur,
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles,
- au Président du Conseil Général – direction de l'Environnement et de l'Agriculture,
- au Directeur de l'Office National des Forêts,
- à M. FRADET, Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le 20 AVRIL 2011

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture**



Emmanuel GÉRAT

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1362 en date
de ce jour

CHAUMONT, le 20 AVR. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT



ILLOU
SOURCES DE CORRUPT

ANNEXE I

A - DIFFÉRENTES ACTIVITÉS OU OCCUPATIONS DU SOL OU DANS LE SOUS-SOL

Rubriques	Annexe ou renvoi	Rubriques	Annexe ou renvoi
A		H	
ABREUVOIRS.....	page 11	HANGARS AGRICOLES.....	A. III/3
AIRES DE STATIONNEMENT.....	EAUX DE RUISSELLEMENT	HYDROCARBURES LIQUIDES.....	A. III/4
AUTOROUTES.....	EAUX DE RUISSELLEMENT		
B		I	
BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE.....	A. III/1	INSTALLATIONS CLASSÉES.....	A. III/4
BOUES.....	A. III/5		
C		L	
CADAVRES ANIMAUX.....	A. III/6	LIQUIDES INFLAMMABLES.....	A. III/4-5
CAMPING - CARAVANING.....	A. III/1	LISIERS.....	A. III/5
CANAU.....	VOIES DE COMMUNICATION		
CAPTAGES D'EAU.....	A. III/7	M	
CARRIÈRES A CIEL OUVERT.....	A. III/1	MARES.....	A. III/6
CARRIÈRES BANALES.....	A. III/1	MATIÈRES DANGEREUSES.....	A. III/6
CARRIÈRES SOUTERRAINES.....	A. III/1	MATIÈRES FERMENTESCIBLES.....	A. III/6
CIMETIÈRES.....	A. III/1	MATIÈRES DE VIDANGE.....	A. III/1-6
CITERNES - CUVES.....	PRODUITS CHIMIQUES	MINES.....	A. III/1
CONSTRUCTIONS D'HABITATIONS.....	page 11		
D		P	
DÉBOISEMENT.....	page 11	PACAGE DES ANIMAUX.....	page 11
DÉCHARGES CONTRÔLÉES.....	A. III/1	PERMIS DE CONSTRUIRE.....	CONSTRUCTIONS
DÉPOSANTES.....	A. III/1	PISCICULTURES.....	ETANGS
DÉPÔTS SAUVAGES.....	A. III/1	POLLUTION ACCIDENTELLE.....	A. III/6
DÉTERGENTS.....	A. III/2	PORCHERIES.....	A. III/6
DRAINAGE AGRICOLE.....	page 11	PRAIRIES.....	page 11
		PRODUITS CHIMIQUES.....	A. III/7
E		PRODUITS PHYTOSANITAIRES.....	page 11
EAUX DE ROUTE.....	EAUX DE RUISSELLEMENT	PUISARDS - Puits PERDUS.....	A. III/7
EAUX DE RUISSELLEMENT.....	page 11		
EAUX USÉES AGRICOLES.....	A. III/3	R	
EAUX USÉES COLLECTIVES.....	A. III/2	RECUPÉRATION MATÉRIELLES.....	A. III/7
EAUX USÉES DOMESTIQUES.....	A. III/2		
EAUX USÉES INDUSTRIELLES.....	A. III/3	S	
EFFLUENTS RADIOACTIFS.....	A. III/3	SILOS.....	A. III/7
ENFOUISSEMENT DE.....	DÉPÔTS SAUVAGES et	SUPPORTS DE CULTURE.....	A. III/7
PRODUITS CHIMIQUES.....	PRODUITS CHIMIQUES		
ENGRAIS.....	page 11	T	
ENSILAGE.....	A. III/6	TECHNIQUES CULTURALES.....	page 11
ETABLES.....	BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE	TERRAINS DE JEUX, DE LOISIRS.....	page 11
ETANGS.....	A. III/3	TRAVAUX PROCHES DES RESEAUX AEP.....	A. III/7
EXCAVATIONS - TRANCHÉES.....	page 11		
F		V	
FOSSES SEPTIQUES.....	A. III/3	VOIES DE COMMUNICATIONS.....	page 11
FOSSES DE DRAINAGE.....	DRAINAGE AGRICOLE	VOIES FERRÉES.....	VOIES DE COMMUNICATION
FUMIERS - PURINS.....	A. III/3		
G			
GAZ - STOCKAGE.....	A. III/3	AUTRES.....	page 11
GIBIER.....	page 11		

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1362 en date
de ce jour

CHAUMONT, le 20 AVR. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT



ILLOUD
SOURCES DE CORRUPT

ANNEXE II

B - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA PRÉSENCE DES CAPTAGES

- Abreuvoirs : autorisé dans l'angle le plus éloigné de la parcelle concernée par le pâturage.
- Bois et forêts : laisser les bois en place.
coupe à blanc interdite dans le Bois des Avoines.
- Constructions : interdit sauf hangar agricole.
- Cultures spécialisées : interdit sauf pépinières et plantations forestières de régénération.
- Drainage agricole : les eaux de drainage ne seront pas réinfiltrées dans le sous-sol.
- Eaux de ruissellement : éviter la stagnation des eaux.
- Engrais : doser selon les besoins réels des plantes cultivées.
- Etangs : interdit.
- Excavations : remblayer avec les terrains naturels extraits et ne pas laisser engouffrer les eaux de ruissellement.
- Gibier : élevage interdit.
- Pacages des animaux : autorisé pour pâturage mais pas d'élevage à l'embouche (bêtes à demeure).
- Parc éolien : interdit.
- Prairies : ne pas retourner les prairies existantes et plutôt les développer.
- Produits phytosanitaires : respecter la charte de bonne conduite des techniques culturales.
- Techniques culturales : ne pas labourer parallèlement à la pente topographique.
- Terrains de jeux, aires de loisirs : autorisés sauf sports mécaniques (4x4, quad, moto).
- Voies de communications : ne pas créer de nouvelles voies forestières.

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1362 en date

de ce jour

CHAUMONT, le 20 AVR. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT



ILLOU
SOURCES DE CORRUPT

ANNEXE III/1

ANNEXE III/1 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Désignation	Contraintes	Observations
1/ <u>AUTOROUTES</u> <u>SIGNALISATION</u>	Les transports de produits de nature à polluer les eaux sont réglementés.	Interdit.
2/ <u>BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE</u>	Leur implantation est interdite à moins de 75 m des captages et prises d'eau.	Sauf pour élevage familial.
3/ <u>CAMPING-CARAVANING</u>	Le camping est interdit dans un rayon de 200 m des points d'eau captée pour la consommation humaine.	Interdit.
4/ <u>CARRIÈRES-MINES</u>	La mise en exploitation des carrières est soumise à autorisation. Une exploitation coordonnée doit en être assurée pour protéger les nappes souterraines reconnues aptes à satisfaire les besoins des collectivités publiques. Carrières alluvionnaires : autorisation si superficie < 500 m ² .	Interdit.
5/ <u>CIMETIÈRES</u>	Création ou agrandissement. Les risques de contamination des eaux souterraines doivent être examinés par l'hydrogéologue. Réglementation et régime applicable.	Interdit.
6/ <u>DEPOSANTES DE</u> <u>MATIÈRES DE VIDANGE</u>	Les dépositaires relèvent de la rubrique n°322 et sont à ce titre soumises à autorisation préfectorale.	Interdit.
7/ <u>DÉPÔTS D'ORDURES</u> <u>DÉCHARGES CONTRÔLÉES</u> <u>CENTRES</u> <u>D'ENFOUISSEMENT</u> <u>TECHNIQUE</u>	L'ouverture des décharges contrôlées est subordonnée à autorisation préfectorale après enquête de commodo et incommodo et avis de l'hydrogéologue. Tout dépôt est interdit dans les périmètres de protection immédiate des points de prélèvement d'eau souterraine. L'implantation d'une décharge est interdite dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau souterraine destinée à l'alimentation humaine.	Interdit.

ANNEXE III/2 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
8/ <u>DÉTERGENTS DE CERTAINES CATÉGORIES</u> , DÉVERSEMENTS	Déversements interdits dans les eaux souterraines.	Lavage des véhicules interdit dans le ru de Corru.
9/ <u>EAUX USÉES COLLECTIVES</u> , REJETS	<p>Pour éviter la pollution des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le tracé des ouvrages ne doit pas pénétrer dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages. • En cas de rejet sur le sol (épandages avec ou sans utilisation agricole) l'aptitude des terrains doit faire l'objet d'une enquête du service hydraulique avec consultation de l'hydrogéologue. • Tout déversement est interdit dans les puits, forages ou galeries de captage désaffectés. • Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement. • L'injection d'eaux résiduaires dans les nappes profondes et les pièges géologiques ne saurait se concevoir que dans les cas exceptionnels et après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. 	
10/ <u>EAUX USÉES DOMESTIQUES</u> , REJETS	<p>Les rejets d'eaux usées domestiques par puits perdus et puisards sont interdits.</p> <p>Les puits filtrants et les dispositifs de remplacement doivent être autorisés par les services sanitaires.</p> <p>Implantation à plus de 50 m des captages AEP si absence de périmètres.</p> <p>Raccordement obligatoire à l'égout collectif.</p>	Interdit.

ANNEXE III/3 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
11/ <u>EAUX USÉES</u> ÉPANDAGE	<p><u>Installations classées</u></p> <p>Lors de l'examen du plan d'épandage, l'inspecteur des établissements classés doit vérifier que les prescriptions instaurées par les périmètres de protection des eaux sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sucreries et betteraves • distilleries vinicoles • distilleries de mélasse • distilleries de jus de betteraves • féculeries de pommes de terre <p>Installations non classées</p>	Interdit.
REJETS DIRECTS	Effluents des exploitations agricoles	Interdit.
12/ <u>EFFLUENTS</u> <u>RADIOACTIFS</u> <u>LIQUIDES,</u> REJETS	<p>Leurs rejets sont interdits dans les eaux souterraines.</p> <p>L'hydrogéologue agréé est consulté sur les mesures de surveillance destinées à protéger les eaux souterraines.</p>	
13/ <u>ETANGS</u>	<p>Déclaration si superficie < 2 000 m².</p> <p>Autorisation si superficie > 3 ha.</p>	Interdit.
14/ <u>FUMIERS ET AUTRES</u> <u>DÉJECTIONS SOLIDES</u> EVACUATION ET STOCKAGE	Il est interdit à moins de 75 m des captages et prises d'eau.	Interdit sauf fumier composté.
15/ <u>GAZ</u> STOCKAGE	<p>L'établissement et l'exploitation du stockage souterrain doivent être soumis aux mesures qui protègent l'usage des sources et des eaux souterraines.</p> <p>Les eaux souterraines contenues dans les formations géologiques utilisées pour le stockage du gaz ne peuvent être livrées à l'alimentation humaine.</p>	Etude d'impact obligatoire.

ANNEXE III/4 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
16/ <u>HUILES ET LUBRIFIANTS, DÉVERSEMENTS</u>	Leur déversement dans les eaux souterraines est interdit.	Vidange de moteurs interdite.
17/ <u>HYDROCARBURES LIQUIDES OU LIQUEFIÉS, STOCKAGE ET TRANSPORT</u>	<p>Leur stockage souterrain est soumis à autorisation.</p> <p>L'avis de l'hydrogéologue agréé est obligatoire, en vue d'éviter les intercommunications entre niveaux aquifères et d'assurer la protection des eaux utilisées pour l'alimentation.</p> <p>La construction et l'exploitation des pipes-lines sont également réglementées afin d'éviter tout risque de pollution des eaux.</p>	
18/ <u>LIQUIDES INFLAMMABLES</u>	<p><u>Installations classées</u></p> <p>L'emmagasinement en réservoir enfoui est interdit dans les zones de vulnérabilité des eaux souterraines (communes désignées par arrêté préfectoral).</p> <p>Les réservoirs en fosse doivent répondre aux règles de sécurité concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le contrôle de remplissage • l'établissement d'une cuvette de rétention dont la capacité correspond aux caractéristiques du stockage, à savoir : 100 % de la capacité du plus grand réservoir. 50 % de la capacité globale des réservoirs. <p>Pour les stockages de fuel-oils lourds : 50 % de la capacité du plus grand réservoir. 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus.</p>	Interdit.

ANNEXE III/5 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
19/ <u>LIQUIDES</u> <u>INFLAMMABLES</u>	<u>Installations non classées</u> Les réservoirs à sécurité renforcée sont seuls admis en stockage enterré dans les zones de protection des eaux. La distribution par canalisation y est interdite. Les réservoirs doivent être placés dans une cuvette étanche et incombustible dont la capacité correspond aux caractéristiques de stockage : 100 % de la capacité du plus grand réservoir. 50 % de la capacité globale des réservoirs. Pour les stockages de fuel-oils lourds : 50 % de la capacité du plus grand réservoir. 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus. Des réservoirs en matière plastique renforcée peuvent être mis en batterie pour constituer un stockage au plus égal à 10 000 l. Leur cuvette de rétention étanche et incombustible doit être d'une contenance au moins égale à la capacité globale du stockage.	Interdit.
20/ <u>LISIERS, PURINS, JUS</u> <u>D'ENLISAGE, ET EAUX</u> <u>DE LAVAGE DES</u> <u>LOGEMENTS</u> <u>D'ANIMAUX,</u> <u>ÉVACUATION ET</u> <u>STOCKAGE</u>	Les ouvrages de stockage doivent être étanches. Implantation interdite à moins de 75 m des captages AEP. Tout écoulement extérieur (dans les cours d'eau, puisards, bêttoires, carrières, etc ...) est interdit.	Interdit.
21/ <u>LISIERS, PURINS, EAUX</u> <u>RÉSIDUAIRES DES</u> <u>LOGEMENTS</u> <u>D'ANIMAUX</u> <u>BOUES DE STATIONS</u> <u>D'ÉPURATION, ETC ...</u> <u>ÉPANDAGE</u>	L'épandage de telles matières doit satisfaire aux prescriptions des périmètres de protection. Il est interdit à moins de 75 m des captages, prises d'eaux et installations de stockage. Les plans d'épandage sont soumis à l'approbation de l'autorité sanitaire : définition d'une Surface Potentielle d'Epandage (S.P.E.).	Interdit.
21 Bis / <u>BOUES DE STATIONS</u> <u>D'ÉPURATION</u> <u>ÉPANDAGE</u>	Interdit dans les périmètres de protection rapprochée.	Interdit.
21 Ter / <u>BOUES DE CURAGE</u> <u>ÉPANDAGE</u>	Epandage possible si qualité compatible avec protection des eaux.	Interdit.

ANNEXE III/6 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
22/ <u>MARES</u> IMPLANTATION	Leur implantation doit satisfaire aux prescriptions des périmètres de protection. (minimum : 35 m des ouvrages de pompage ou de stockage)	Autorisé.
23/ <u>MATIÈRES DE</u> <u>VIDANGE</u> DÉCHARGEMENT ÉPANDAGE	Les déchargements et déversements sont interdits en quelque lieu que ce soit sans autorisation préalable. Ils sont interdits dans les périmètres de protection.	Interdit.
24/ <u>MATIÈRES</u> <u>FERMENTESCIBLES</u> DÉPOTS	Les dépôts sont interdits en carrières et toutes autres excavations et à moins de 35 m des captages et prises d'eau. Cadavres d'animaux	Autorisé. Interdit.
25/ <u>MATIÈRES USÉES OU</u> <u>DANGEREUSES EN</u> <u>GÉNÉRAL</u> DÉVERSEMENT OU DÉPOTS TRANSPORT	Déversements et dépôts interdits dans les cours d'eau et dans les nappes alluviales. Réglementé	
26/ <u>POLLUTION</u> <u>ACCIDENTELLE DES</u> <u>EAUX</u>	Les modes d'intervention sont précisés en vue d'améliorer leur efficacité.	Prévenir immédiatement les services de la Protection Civile.
27/ <u>PORCHERIES</u> ÉPANDAGE DE LISIERS	<u>Installations classées</u> Les porcheries qui relèvent des installations classées (plus de 50 animaux de plus de 30 kg) ont à présenter un plan d'épandage de leurs lisiers à l'examen de l'inspecteur des établissements classés. celui-ci doit vérifier que les prescriptions instaurées par les périmètres de protection des eaux sont respectées (voir lisiers).	Interdit.

ANNEXE III/7 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
28/ <u>PRODUITS CHIMIQUES</u> <u>A DESTINATION</u> <u>INDUSTRIELLE OU</u> <u>AGRICOLE</u> <u>STOCKAGE</u>	Le stockage est soumis aux dispositions de l'ordonnance 58.1332 du 23.12.1958 (voir hydrocarbures liquides ou liquéfiés).	Pas de stockage en citernes aériennes ou enterrées.
29/ <u>PUISARDS ET PUIS</u> <u>PERDUS</u>	Ils sont interdits	Interdit.
30/ <u>PUITS, FORAGES,</u> <u>SOURCES, CAPTAGES</u>	Prélèvements d'eaux souterraines supérieures à 8 m ³ /h doivent être obligatoirement déclarés et soumis à la surveillance de l'administration.	Interdit sauf usage public après étude d'incidence.
31/ <u>RÉCUPÉRATION DE</u> <u>MATÉRIAUX ET</u> <u>PRODUITS USAGERS</u> <u>STOCKAGE</u>	Tout détenteur doit en assurer l'élimination. Déchets et ordures ménagères.	Interdit.
32/ <u>SILOS POUR LA</u> <u>CONSERVATION PAR</u> <u>VOIE HUMIDE DES</u> <u>ALIMENTS POUR</u> <u>ANIMAUX</u> <u>IMPLANTATION</u>	Elle est interdite à moins de 75 m des captages et prises d'eaux.	Autorisé sur cuvette de rétention.
33/ <u>SUPPORTS DE</u> <u>CULTURES ET</u> <u>PRODUITS</u> <u>ANTI-PARASITAIRES</u> <u>MANIPULATION</u> <u>DESTRUCTION</u>	Ne pas manipuler les produits à proximité des points d'eau. Destruction des emballages à plus de 50 m des points d'eau. Réduction des doses d'emploi par arrêté préfectoral.	Ne pas nettoyer les citernes et les récipients dans les champs. Ne pas brûler les emballages.
34/ <u>SYLVICULTURE</u>	Entretien, aménagement, boisement, défrichage.	Traitement interdit avec des fongicides et des insecticides sur les troncs.
35/ <u>TRAVAUX PROCHES</u> <u>DES RÉSEAUX AEP</u> <u>DE PRÉLÈVEMENT</u> <u>DE STOCKAGE</u> <u>DE DISTRIBUTION</u>	Déclaration d'intention de commencement des travaux auprès du ou des exploitants des installations.	Concernent les canalisations d'eau potable du syndicat.

03372X0030
PROTECTION DES SOURCES DE CORRUPT POUR L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE D'ILLOUD

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Emmanuel GÉRAT

ETAT PARCELLAIRE

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1362 en date
de ce jour
CHAUMONT, le 20 AVR. 2011
Le Préfet

COMMUNE DE ILLOUD SECTIONS : B6 - ZC - ZD

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE	SECTION	N°	Lieu-dit	SURFACE		NATURE DE CULTURE
				totale	dans périmètre	
TESSIER Marie, Dominique née le 24/11/1955 à Neufchâteau (88) épouse de VEILLERETTE Bernard demeurant Place de l'Eglise 52150 BRAINVILLE-SUR-MEUSE	B6	427	Combe Renard	1 ha71a07	1 ha71a07	Pré
	B6	428	Sur Combe Renard	51a66	51a66	Taillis
	B6	429	Sur Combe Renard	13a40	13a40	Taillis
	B6	431	Sur Combe Renard	24a42	24a42	Taillis
	ZC	81	Coteau d'Illood	27a95	27a95	Taillis
HUOT Georges, Virgile né le 22/07/1934 à Illood époux VIDOT demeurant rue de Corrupt 52150 ILLOUD	B6	430	Sur Combe Renard	40a63	40a63	Taillis
	ZC	62	Coteau d'Illood	89a80	42a00	Taillis
	ZC	85	Coteau d'Illood	3a68	3a68	Taillis
PROTOY Silver, Thierry, Roland né le 13/01/1997 à Neufchâteau (88) demeurant 52150 ILLOUD	B6	432	Sur Combe Renard	44a85	44a85	Taillis
BEAUMONT Alain, Pierre né le 02/01/1943 à Neuilly-sur-Seine (75) époux LAMBERT Hélène demeurant Rés. Les Jonquilles 13100 AIX-EN-PROVENCE BEAUMONT Françoise, Estelle née le 04/05/1940 à Neuilly-sur-Seine (75) demeurant 12 Place du Marché 83310 COGOLIN	B6	434	Sur Combe Renard	24a68	24a68	Taillis
	B6	436	Sur Combe Renard	2ha84a90	2ha84a90	Taillis
	ZC	91	Coteau d'Illood	91a37	91a37	Pré
Nu-prop : JANNEL Sabine, Jeanine, Claudine née le 14/11/1963 à Neufchâteau (88) épouse THEVET Fabrice demeurant rue de Corrupt 52150 ILLOUD Usuf : COLSON Roberte, Gabrielle née le 12/07/1936 à Verdun (55) veuve JANNEL Michel demeurant rue de Corrupt 52150 ILLOUD	B6	435	Sur Combe Renard	5a94	5a94	Pré
	ZC	84	Coteau d'Illood	1a90	1a90	Taillis
	ZC	86	Coteau d'Illood	5a48	5a48	verger

COMMUNE DE ILLOUD SECTIONS : B6 - ZC - ZD

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE	SECTION	N°	Lieu-dit	SURFACE		NATURE DE CULTURE
				totale	dans périmètre	
LHUIILLIER René, Henri né le 03/12/1937 à Graffigny-Chemin et DESCHARMES Marie-Thérèse née le 28/03/1944 à Graffigny-Chemin son épouse demeurant ensemble 1 rue du Chêne 52150 GRAFFIGNY-CHEMIN	B6	437	Sur Combe Renard	1 ha11a37	1 ha11a37	Taillis
	B6	438	Sur Combe Renard	2a66	2a66	Taillis
	B6	441	Sur Combe Renard	40a32	40a32	Taillis
SOIRFECK Pascal, Raymond, Serge né le 20/03/1956 à Neufchâteau (88) demeurant 8 rue de Lorraine 52150 BOURMONT	B6	439	Sur Combe Renard	28a08	28a08	Taillis-Bois
BARROIS Bernard, Roger né le 30/12/1959 à Neufchâteau (88) époux PERROT Jacqueline demeurant Lotissement Vieilles Vignes 52150 ILLOUD	B6	440	Sur Combe Renard	81a13	81a13	Taillis
Association Foncière de remembrement des Communes d'ILLOUD et ancienne Commune de GONAINCOURT Mairie 52150 ILLOUD	ZC	63	Coteau d'Illood	14a80	7a60	Chemin
Commune de ILLOUD Mairie 52150 ILLOUD	ZC	82	Coteau d'Illood	13a72	13a72	Taillis
	ZD	41	Corrupt	59a70	59a70	Lande
Nu-prop : JANNEL Régis, Marie, Gérard né le 09/08/1970 à Neufchâteau (88) demeurant Lotissement de Corrupt 52150 ILLOUD Usuf : COLSON Roberte, Gabrielle née le 12/07/1936 à Verdun (55) veuve JANNEL Michel demeurant rue de Corrupt 52150 ILLOUD	ZC	83	Coteau d'Illood	41a40	41a40	Taillis
	ZC	92	Coteau d'Illood	26a90	26a90	Pré
MOUILLET Marcel né le 15/01/1920 à Illood et BERTON Georgette née le 16/08/1920 à Châlons-en-Champagne son épouse demeurant ensemble rue Emile Zola 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE	ZC	88	Coteau d'Illood	28a07	28a07	Taillis
LASSALLE Claude, Juliette, Marguerite née le 30/04/1930 à Saint-Thiébauld épouse PLOTTET Robert demeurant 1 rue Pasteur 52150 SAINT-THIEBAULT	ZC	89	Coteau d'Illood	33a07	33a07	Taillis

COMMUNE DE ILLOUD SECTIONS : B6-ZC-ZD

[illegible]

03372X0030
31

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

COMMUNE D'ILLOUD

PROTECTION DES POINTS D'EAU

PERIMETRES DE PROTECTION

DES SOURCES DE CORRUPT

SECTIONS B – ZC - ZD

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 1362 en date

de ce jour

CHAUMONT, le 20 AVR. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Emmanuel GÉRAT

ECHELLE : 1/2000



ORDRE DES
GEOMETRES-EXPERTS

CABINET KOLB JEAN-PIERRE

GEOMETRE-EXPERT D.P.L.G.

Centre Agora

13. avenue des Etats-Unis 52000 - CHAUMONT

